

de particuliers, de groupes, d'institutions, de gouvernements provinciaux et municipaux qui se sont sentis interpellés par cette situation; des syndicats, des coopératives, des collectivités locales, des écoles et des universités ont organisé spontanément des collectes de fonds et nous ont offert leur assistance. Plus de 60 millions de dollars furent recueillis auprès du grand public canadien. Nos organismes volontaires de coopération internationale se sont spontanément regroupés en comité, Secours d'Urgence Afrique. Cette réaction populaire fut si vive que mon gouvernement jugea nécessaire de nommer un coordonnateur spécial dont le rôle fut d'harmoniser les activités de tous les groupes et organismes désireux d'aider l'Afrique.

J'aurai l'occasion de revenir plus tard aux leçons que nous avons tirées de cette expérience.

Monsieur le Président, je viens d'évoquer brièvement la réponse des Canadiens à la crise en Afrique. Je m'en voudrais de passer sous silence la réaction des Africains eux-mêmes devant cette situation. Car les gouvernements et les peuples d'Afrique ne sont pas restés inactifs. Bien au contraire. Ce sont les Africains eux-mêmes qui ont administré et financé d'abord les opérations de secours qui s'imposaient. L'ensemble de l'Afrique, dès que les pluies furent revenues, a augmenté sa production céréalière à 55 millions de tonnes, une croissance de 34% par rapport à 1984. Ceux qui avaient des surplus, comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Zimbabwe les ont partagés avec des pays frères. Et que dire de l'extraordinaire exemple de solidarité que les pays africains ont toujours donné à la communauté internationale en matière d'accueil et d'aide aux réfugiés.

Enfin, Monsieur le Président, le Canada considère comme significatif que les gouvernements africains eux-mêmes aient identifié les solutions à long terme. Ils ont fait leur propre analyse des problèmes fondamentaux dans des documents d'une rare pertinence. Des principaux éléments qu'ils ont identifiés quant aux causes de la crise que connaît leur continent, plusieurs, sinon la grande majorité, rejoignent nos propres analyses.

L'OUA propose une co-responsabilité selon laquelle le soutien apporté serait lié à des preuves tangibles d'une détermination d'opérer des redressements. Le Canada accueille favorablement cette approche et s'engage à supporter les pays africains dans leurs efforts. Le niveau des ressources que nous affecterons au développement de l'Afrique continuera d'être très